

Question de Daniel Senesael à Annelies Verlinden concernant la lutte contre les faits de violence à caractère homophobe

Madame la Ministre,

Lundi 8 mars 2021, la Belgique tout entière apprenait qu'un homme sans vie avait été retrouvé dans un parc à Beveren. Elle apprenait la forte suspicion selon laquelle le décès de cet homme aurait été causée par des faits de violence à caractère homophobe. Un rendez-vous pris sur une application de rencontre aurait amené la victime à rencontrer ses agresseurs.

Si cette suspicion s'avère exacte, les faits que je viens d'évoquer relèvent plus que probablement d'une action délibérée, réfléchie et organisée, menée à l'encontre d'une personne en raison de son orientation sexuelle.

Madame la Ministre, le 14 octobre dernier, je vous interrogeais au sujet de l'existence d'un groupe de discussion – entre temps fermé – comptant quelque 600 membres et véhiculant en ligne des images d'actes à caractère haineux perpétrés à l'encontre de personnes homosexuelles témoignant d'une violence extrême. Les membres de ce groupe invitaient les autres membres à réitérer de tels actes et à en partager les images. Je vous interrogeais également sur l'existence d'autres groupes de cet acabit et sur les moyens mis en œuvre pour prévenir les actes haineux dirigés vers les individus homosexuels.

Vous me répondiez alors que la section « Internet Investigation » organisée conjointement par les SPF Justice et Intérieur était chargée de la lutte contre les discours de haine en ligne. Pouvons-nous avoir votre retour sur la prégnance de ce phénomène dans notre pays et sur les actions menées par la section « Internet Investigation » ?

De plus, vous m'informiez que la nomenclature policière n'est pas suffisamment détaillée pour identifier spécifiquement les actes de violence à caractère homophobe, lesquels sont repris sous la catégorie « crime de haine ». Vous ajoutiez, Madame la Ministre, que la section « "Internet Investigation" [...] ne tient pas nécessairement de registre chiffré en rapport exclusif avec l'homosexualité ». Pouvons-nous avoir votre point de vue sur la mise en place d'une nomenclature plus précise et de registres afférant précis, ainsi que sur les possibilités de leur mise en place ? Des registres précis relatifs aux faits de violence homophobes, autres que ceux de la section « Internet Investigation », sont-ils tenus ?

Enfin, des initiatives supplémentaires en matière de lutte contre l'homophobie – en ligne ou non – sont-elles, ou peuvent-elles être, envisagées ?



DE MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN, INSTITUTIONELE HERVORMINGEN EN DEMOCRATISCHE VERNIEUWING

LA MINISTRE DE L'INTERIEUR, DES REFORMES INSTITUTIONNELLES ET DU RENOUVEAU DEMOCRATIQUE

Département : 13

Departement :

Document : 55 2020202108911

Réponse à la question parlementaire écrite n° 443 de monsieur SENESAEL, Député datée du 23/03/2021, concernant “ Les faits de violence à caractère homophobe (QO 15104C).”.

Antwoord op de schriftelijke parlementaire vraag nr. 443 van de heer SENESAEL, Volksvertegenwoordiger, van 23/03/2021, betreffende “Homofob geweld” (MV15104C).

L'honorable Membre trouvera ci-après la réponse aux questions posées.

Het Geachte Lid vindt hieronder het antwoord op de gestelde vragen.

Je souhaite tout d'abord revenir sur les chiffres dont on dispose sur ce phénomène :

Eerst en vooral wil ik terugkomen op de cijfers die over dit fenomeen beschikbaar zijn:

Année	Contenus signalés	Contenus retirés
2017	267	103
2018	127	77
2019	243	186
2020 (<31.08.2020)	67	23

Jaar	Inhoud gesignaleerd	Inhoud verwijderd
2017	267	103
2018	127	77
2019	243	186
2020 (<31.08.2020)	67	23

La section «i2-IRU» ayant été désignée point de contact en matière de discours et de crime de haine en ligne, les recherches s'effectuent sur base des éléments constitutifs des infractions concernant et le genre. Dans son encodage, cette section n'enregistre donc pas les motivations qui sont à l'origine de l'infraction.

Aangezien de sectie 'i2-IRU' aangewezen werd als contactpunt inzake online hatespeech- en criminaliteit, gebeuren de onderzoeken op basis van de constitutieve elementen van inbreuken op de discriminatie-, racisme- en genderwetten. Bij de registratie neemt deze sectie dus niet de motivering op die aan de basis van de inbreuk ligt.

En ce qui concerne ces actions, la section «i2-IRU» recherche de manière autonome les contenus illégaux et les signale aux plateformes en ligne, en sollicitant le retrait. Il

Wat deze acties betreft, onderzoekt de sectie 'i2-IRU' op autonome wijze de illegale inhoud en signaleert ze deze aan de online platformen, met de vraag om de inhoud te verwijderen. Er moet

y a lieu de signaler que cette mesure est un signalement, et n'a donc pas d'effet coercitif.

Outre l'aspect référencement aux plateformes, la section «i2-IRU» a également un rôle d'appui aux unités de la Police Intégrée, et aux partenaires (tels la Magistrature, Unia, l'Institut pour les Egalités entre les Femmes et les Hommes) en procédant à des recherches spécialisées sur Internet, dans le cadre de leurs dossiers judiciaires.

NOMBRES D'APPUIS	
2017	33
2018	22
2019	37
2020	47

Sur le plan juridique, le délit de haine ne représente pas un délit «en soi», mais bien une circonstance aggravante d'un autre délit.

Comme je l'ai déjà mentionné dans ma réponse précédente, si certaines infractions de droit commun sont commises (entre autres) en raison d'une aversion envers l'appartenance ethnique, la religion, le sexe, la nature sexuelle, etc. d'une personne (ce qui est appelé une «motivation discriminatoire»), cela est considéré comme une circonstance aggravante de cette infraction.

Ces délits commis pour un motif de haine, sont actuellement enregistrés sous le libellé de «délit de haine». Des modifications doivent toutefois être apportées à la banque de données policière BNG, pour permettre l'extraction de ce libellé dans le but de recueillir les chiffres à l'échelle nationale.

Cela s'explique par le fait que les systèmes d'enregistrement pour la rédaction du procès-verbal (ISLP/FEEDIS) comprennent un

opgemerkt worden dat deze maatregel een melding is en dus geen dwingend effect heeft.

Naast dit aspect qua verwijzing naar de platformen, vervult de sectie 'i2-IRU' tevens een ondersteunende rol tegenover de eenheden van de Geïntegreerde Politie en de partners (zoals de magistratuur, Unia, het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen) door gespecialiseerde onderzoeken op Internet te voeren in het kader van hun gerechtelijke dossiers.

AANTAL ONDERSTEUNINGEN	
2017	33
2018	22
2019	37
2020	47

Op juridisch vlak is het haatdelict geen 'zelfstandig' misdrijf, maar wel een verzwarende omstandigheid van een ander delict.

Ik heb reeds in mijn vorig antwoord vermeld dat, indien bepaalde gemeenrechtelijke inbreuken gepleegd worden uit (zoals) afkeer voor iemands etnische afkomst, geloof, geslacht, seksuele geaardheid, enz. (wat een '*bias motivation*' genoemd wordt), deze feiten beschouwd worden als een verzwarende omstandigheid voor die inbreuken.

Deze inbreuken die wegens haat gepleegd worden, worden momenteel geregistreerd als zijnde 'haatdelicten'. Er moeten echter wijzigingen aangebracht worden in de politionele databank ANG, om uittreksels te kunnen trekken op basis van deze benaming, teneinde cijfers op nationaal vlak te kunnen verzamelen.

Dit wordt verklaard door het feit dat de registratiesystemen voor de opmaak van het proces-verbaal (ISLP/FEEDIS) een veld

champ «phénomènes/signalement parquet», où l'on peut indiquer qu'il s'agit de «Discrimination et crimes de haine» (cf. les instructions de la circulaire COL 13/2013).

Ce champ apparaît sur la page de garde du procès-verbal et est donc transmise au parquet, mais, pour le moment, cette information n'est pas téléchargée dans la base de données centrale. Une telle option fait partie des perspectives d'avenir, mais cela nécessite des modifications techniques (adaptation des flux, structure de la base de données, etc.) aux systèmes informatiques.

En ce qui concerne la «motivation» de ces faits (p. ex.: en raison de l'orientation sexuelle, du sexe, de l'origine, etc. de la victime), la police n'est pas en mesure actuellement d'établir une distinction.

Pour générer des chiffres classés en fonction de la motivation, il est nécessaire d'adapter les sous-catégories. La police collabore actuellement avec mon administration ainsi qu'avec le SPF Justice afin d'aboutir à une solution satisfaisante à cet égard.

Dans le cadre des actions interdépartementales, la section «i2-IRU» participe aux objectifs stratégiques et opérationnels prévus au plan d'action, notamment en développant une formation spécifique à l'attention du personnel policier en matière de détection et de lutte contre la cyberhaine, en y incluant un rappel du cadre juridique existant.

Cette formation permettra aux policiers, de constater des spécificités d'Internet et leurs permettra de mieux assurer la poursuite des crimes par des opérations d'identification, de notification aux plateformes en ligne et en matière de retraits.

D'autre part, de manière récurrente, et lorsqu'elle y est invitée, la section «i2-IRU»

«fenomenen/signalering parket» bevatten, waarin men kan aangeven dat het gaat om 'Discriminatie en haatmisdrijven' (zie de instructies van de omzendbrief COL 13/2013).

Dit veld staat op het voorblad van het proces-verbaal en komt aldus bij het parket terecht, maar deze informatie wordt momenteel niet in de centrale databank gedownload. Dergelijke optie maakt deel uit van de toekomstperspectieven, maar daarvoor zijn technische aanpassingen in de computersystemen vereist (aanpassing van de informatiestromen, structuur van de databank, enz.).

Wat de 'motivering' van deze feiten betreft (bv. wegens seksuele geaardheid, geslacht, afkomst, enz. van het slachtoffer), kan de politie momenteel dus geen onderscheid maken.

Om cijfers op de basis van de motivering te genereren, moeten de subcategorieën aangepast worden. De politie werkt momenteel samen met mijn administratie en met de FOD Justitie om op dit vlak een bevredigende oplossing te vinden.

In het kader van interdepartementale acties, werkt de sectie 'i2-IRU' mee aan in het actieplan gestelde strategische en operationele doelstellingen, door met name voor het politiepersoneel een specifieke opleiding te ontwikkelen inzake opsporing en bestrijding van cyberhaat, met daarbij een herinnering aan het bestaande juridische kader.

Deze opleiding zal politiemensen de mogelijkheid bieden om ter zake specifieke facetten van het Internet vast te stellen om een betere vervolging van deze misdrijven te verzekeren bij onderzoeken ter identificatie, meldingen aan de Internetplatformen en verwijdering van illegale inhoud.

Anderzijds neemt de sectie 'i2-IRU' op regelmatige basis en wanneer zij gevraagd

participe aux groupes de travail nationaux ou wordt, deel aan de nationale of Europese
européens, et visant les atteintes aux werkgroepen rond het thema 'LGBTQI'.
«LGBTQI».



Annelies VERLINDEN